

Éclairage de l'UD69



Emploi, précarité,
contrat de travail, formation :
quelle sécurisation des parcours
professionnels ?

Pourquoi ce thème ?

Eclairage sur la situation de l'emploi

Caractéristiques des évolutions

- La population active augmente plus que les emplois (27,6 millions en 2005)
- Ce déséquilibre génère emplois précaires et chômage de masse
 - 3 millions d'emplois précaires
 - 5 à 6 millions de chômeurs

La population active évolue

- Féminisation
- Augmentation démographique
- Augmentation par immigration : moindre depuis les années 70
- Centrage du taux d'activité sur les 25 – 55 ans
- Augmentation du salariat

L'emploi évolue

- Moindre augmentation du nombre d'emplois
 - gain de productivité
 - Délocalisation dans une moindre mesure
- Emplois plus qualifiés
- Davantage d'emplois précaires
- Glissement vers le tertiaire
- Dans des entreprises de plus petites tailles mais davantage intégrées dans des groupes

Des politiques d'emploi à la croisée de 4 problématiques (DARES)

- **Société davantage fondée sur la connaissance**
 - accès à la connaissance, équitable et dans la durée
- **Société du risque et d'une exigence croissante de sécurité**
 - faire appel à une solidarité élargie au delà des assurés
- **Le capital bien plus mobile que les personnes**
 - construire des moyens de mobilité pour les personnes
- **Acceptabilité sociale du changement**
 - capacité des acteurs sociaux à construire efficacement des médiations sociales efficaces
 - articulée aux politiques publiques

Les mesures actuelles

- 2002 – VAE
- 2003 – GPEC
 - Obligation de négocier
- 2004 - réforme de la Formation Professionnelle (ANI + loi)
 - Négociation par branche professionnelle et entreprise
 - Classification du plan de formation entreprise en 3 catégories
 - Contrat de professionnalisation remplace tous les contrats d'alternance
 - Période de professionnalisation (financement par OPCA)
 - DIF
 - Outils d'accompagnement (passeport formation, entretien prof.)

Des politiques inadaptées

- Multiplication des contrats de travail
 - Droits et statuts hétérogènes
 - Flexibilité imposée
 - Pas de maîtrise collective
- Abaissement du coût du travail
 - Allègements des charges sans contrepartie
 - Centrés sur les bas salaires : freine les évolutions de carrière
- Organisation et durée du travail : décisions politiques insatisfaisantes

Comment faire coïncider « population active » et « emploi » ?

- Concilier les besoins de flexibilité des entreprises et la demande de protection des salariés
- Donner aux individus une meilleure maîtrise de leur devenir professionnel
- Atténuer le plus possible les conséquences des aléas de la vie professionnelle
- Donner aux salariés des droits transférables

Principes CFDT

- Une politique active qui permette à ceux qui en ont besoin d'accéder aux dispositifs d'accompagnement
- Une exigence de solidarité (mutualisation et solidarité nationale)
- Une déclinaison des droits au plus près des réalités, adaptée aux conditions de travail de chacun
- Une action qui associe droit et responsabilité de l'individu

Des garanties collectives qui...

- Assurent les évolutions de carrières
- Assurent la sécurisation des parcours professionnels
 - rénovation du contrat de travail adossé à des droits transférables
 - Anticiper les évolutions et atténuer les ruptures
- Réduisent les exclusions touchant particulièrement les jeunes générations
- Consolident les systèmes de protection et rénover leur financement

Concrètement...

- Anticiper l'évolution de l'emploi par des diagnostics de branche, territoire, entreprises
- Investir dans la formation initiale : garantir un socle commun de connaissances et renforcer les ZEP
- Favoriser le maintien et le développement des compétences (VAE, bilan de compétence tous les 5 ans)
- Garantir une formation professionnelle efficace
 - Augmentation de la contribution des entreprises pour le fonds de financement du DIF
- Garantir un reclassement rapide pour tous les salariés en généralisant la Convention de Reclassement Personnalisée (CRP)
- Agir sur la précarité et les inégalités dans le travail (contrat de travail, discrimination)

Chantiers à mener par la CFDT

- Rénover le contrat de travail
 - Contrat écrit et en CDI
 - Pas de contrat unique
 - Obligation de l'employeur de justifier la rupture
 - Droits transférables
 - Contreparties à toutes clauses restrictives
- Remettre à plat l'UNEDIC
- Réfléchir au transfert des droits acquis (formation, protection sociale complémentaire, épargne temps...) et aux mutualisations
- Réfléchir aux différents niveaux de négociation et périmètres conventionnels
- Améliorer et coordonner les dispositifs existants (GPEC, VAE, CRP, PAVA, accords seniors...)

... que nous proposent les partis politiques ?

Analyse centrée sur 5 partis

(intentions de vote et images auprès des français les plus élevées)

- Les verts
- Le Parti Socialiste (PS)
- L'Union pour la Démocratie Française (UDF)
- L'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP)
- Le Front National (FN)

Ce que proposent les partis politiques pour créer des emplois

Deux conceptions s'opposent

- À droite, libérer les contraintes des entreprises, alléger les charges
- À gauche, investissement, relance du pouvoir d'achat, réduire le temps de travail pour tous

*Ce que proposent les partis politiques
sur la sécurisation des parcours professionnels*

Concept seulement présent dans les
programmes du PS et des verts

Verts

structures territoriales pilotant
la gestion des transitions
professionnelles
emploi / formation / chômage

PS

couverture professionnelle
universelle
« carte vitale professionnelle »

Ce que proposent les partis politiques sur le contrat de travail

UMP

Un seul contrat unique en CDI
Licenciement + simple,
+ rapide, + certain

FN

Création d'un statut
de la mère de famille

UDF

Loi fixe principes communs CDI unique
Négo adaptent par branche

PS

CDI, suppression CNE,
suppression des dispositifs
portant atteinte au statut public

Ce que proposent les partis politiques sur la formation professionnelle

UMP

Réforme de la FPC
Permettre des formations longues
Qualifiantes, compte épargne formation
Individuel crédité de « n » années

UDF

À refonder et mieux utiliser
Information systématique des salariés
Compte épargne formation de 12 mois maxi

PS

DIF renforcé
si formation initiale courte

Verts

Meilleure gestion
des dispositifs de FPC

Ce que proposent les partis politiques sur les incitations / pénalisations financières

UMP

Contre parties à l'embauche des séniors
et des branches qui révisent grilles salaires
Réduire les impôts sur les entreprises,
défiscaliser les revenus des étudiants

FN

Défiscalisation des PME
pour libérer l'investissement

UDF

Transfert des charges sur le travail vers autres marqueurs
économiques (TVA sociale, CSG..), Taxes sur énergie fossile
Stabilité juridique et fiscale; Soutien SCOP et mutualisme

PS

Cotis + fortes si contrats précaires
Impôt + faible si investissement productif
Soutien aux SCOP et mutualisme,
À l'économie sociale et solidaire, au monde associatif
Développement services de proximité

Verts

Aides aux salariés à tps partiel
Taxe prof sur l'empreinte écologique
Hausse impôt sur le revenu
Soutien économie solidaire, SCOP

Ce que proposent les partis politiques sur le temps de travail

UMP

Liberté HS,
HS et RTT travaillées =
majo 10% + exo cotisation
Ouverture magasin le dimanche
Congés maternité à la carte
APE possible quel que soit l'âge de l'enfant
Cumul emploi retraite
Suppression retraites anticipées

FN

Abroger les 35 h,
Libérer les HS,
cumul emploi retraite,
travail après 65 ans

UDF

Transfert des charges sur le travail vers autres marqueurs économiques (TVA sociale, CSG..), Taxes sur énergie fossile
Stabilité juridique et fiscale; Soutien SCOP et mutualisme

PS

Bilan des 35 h et extension à tous les salariés
Retour contingent HS
Majo HS 25% pour tous

Verts

Extension des 35 h à tous les salariés

Ce que proposent les partis politiques sur l'insertion

UMP

Supprimer dispense de recherche d'emploi
Fusion ANPE / ASSEDIC / services insertion
Aide d'actif > aides d'inactif
Logement d'insertion
Maintien prime pr l'emploi mais recentrage
Aide = obligation d'activité d'intérêt général

FN

Maintien prime pour l'emploi

UDF

Allocation d'activité universelle gérée par conseil général
= obligation d'activité non marchande

PS

Suivi individuel liant emploi et formation, géré par les régions

Ce que proposent les partis politiques sur le licenciement

UMP

Procédures plus simples,
moins longues, moins incertaines

PS

Licenciement éco : droit congés conversion ouvert
aux CDD et interim

Licenciement boursier : Renforcement contrôle des salariés

Restructuration = obligation volet réindustrialisation

Remboursement des aides publiques si délocalisation

Verts

Licenciement boursier : contribution sur les résultats

Ce que proposent les partis politiques sur les syndicats / le dialogue social

UMP

Renforcer la représentativité des partenaires sociaux
Négociation au niveau de l'entreprise
Consulter les forces vives avant de légiférer

FN

Casser les monopoles des syndicats actuels

UDF

Revaloriser le fait syndical, assouplir les règles de représentativité
Financement transparent des syndicats
Élections professionnelles à dates régulières

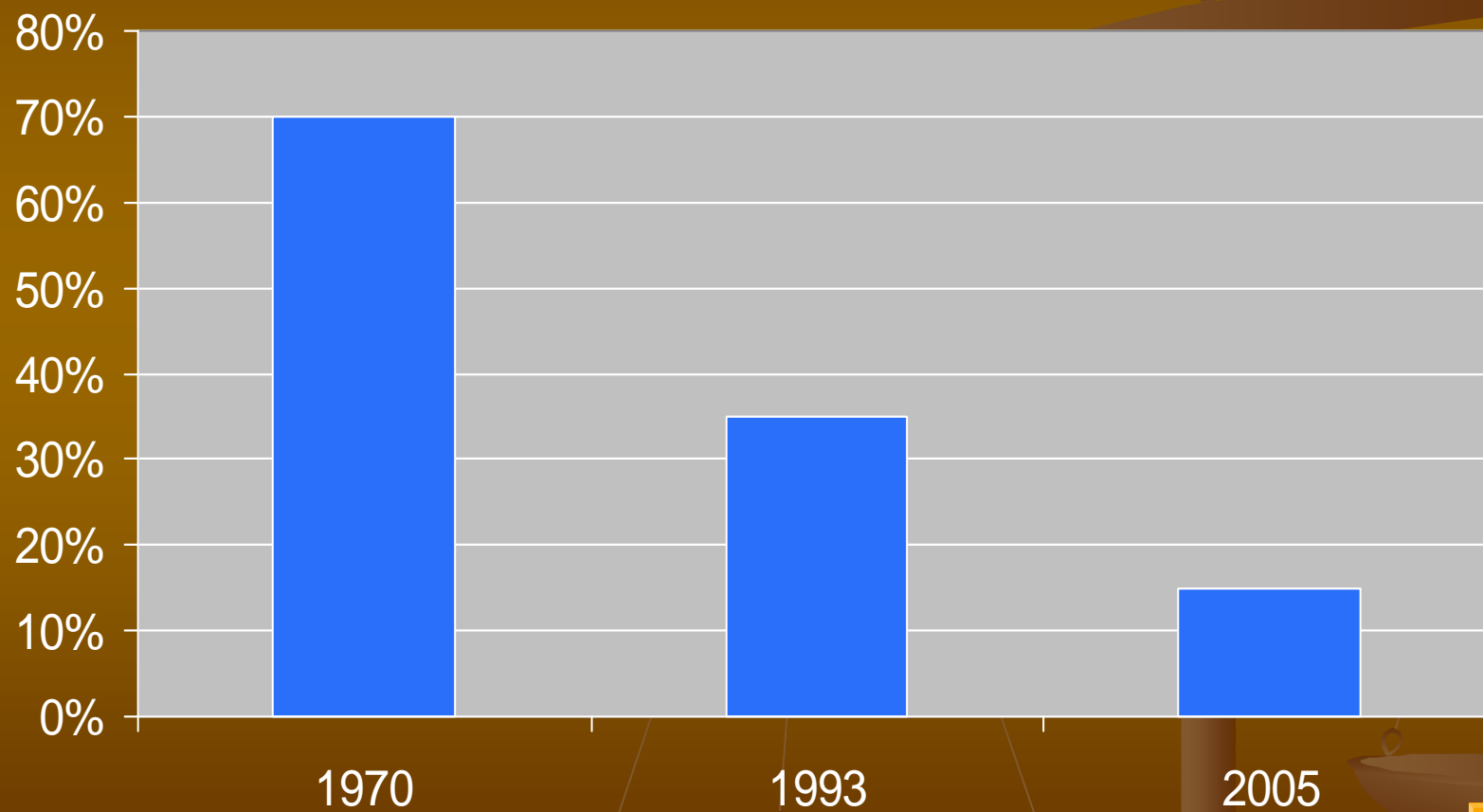
PS

Renforcement représentativité des syndicats sur élections de branche, faciliter l'adhésion, Renforcer le dialogue social
Rétablir le principe de faveur, Accords majoritaires

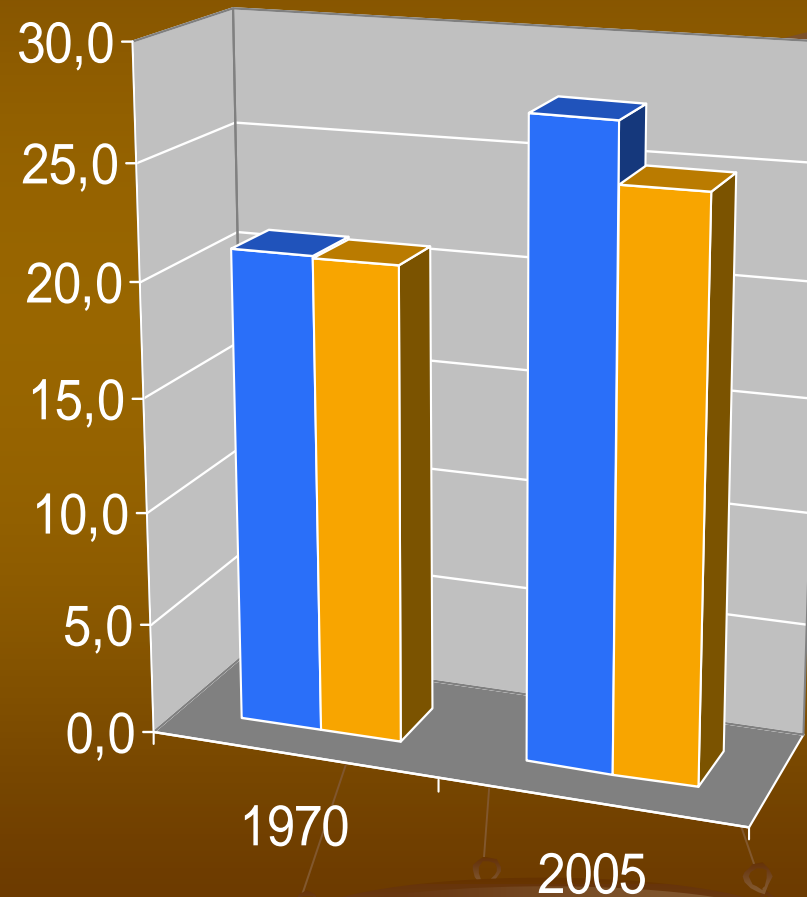
Verts

Renforcement représentativité des syndicats (propositions CGT CFDT)
Structurer le dialogue social, restaurer le principe de faveur

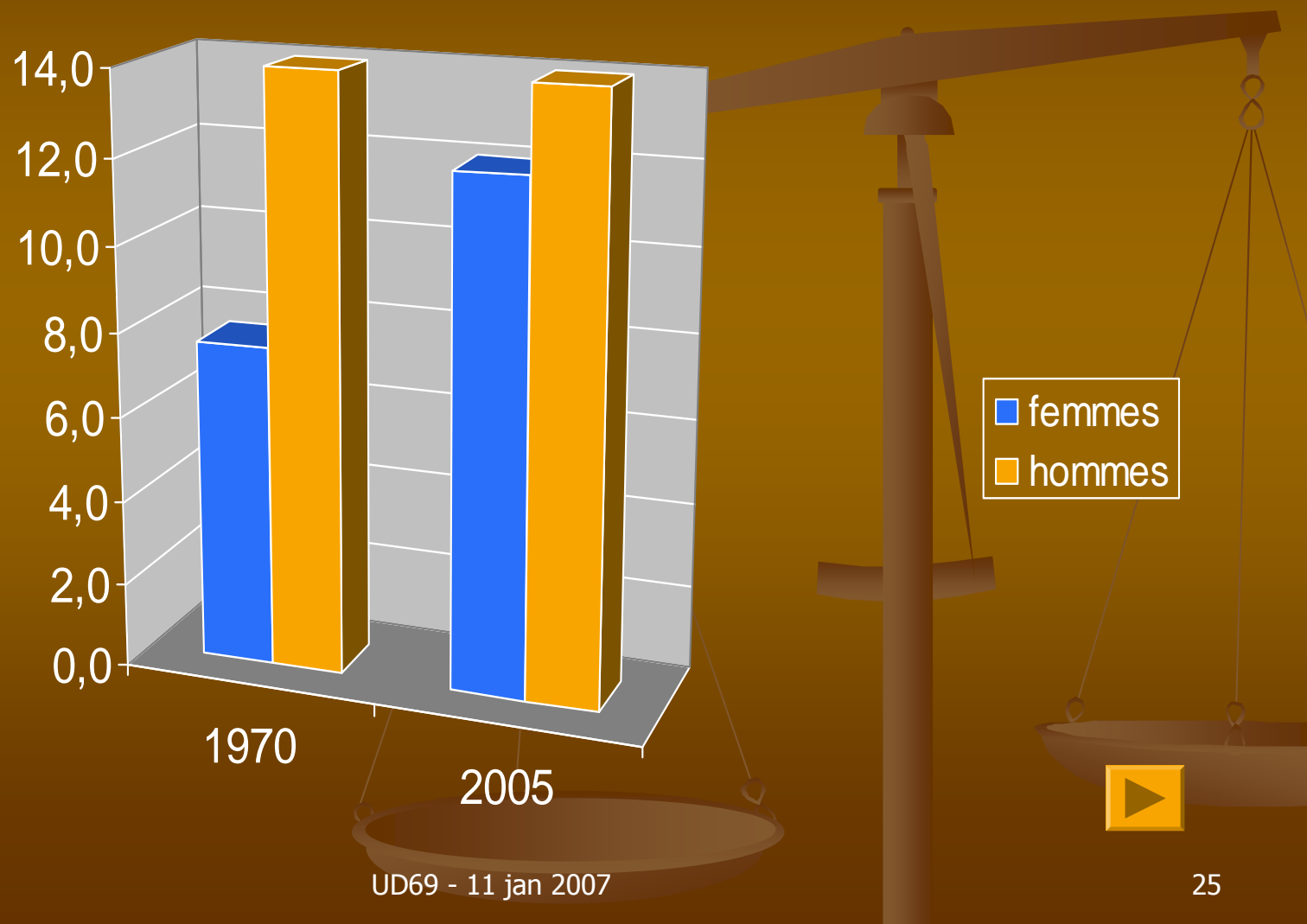
Taux d'activité des 60 – 64 ans



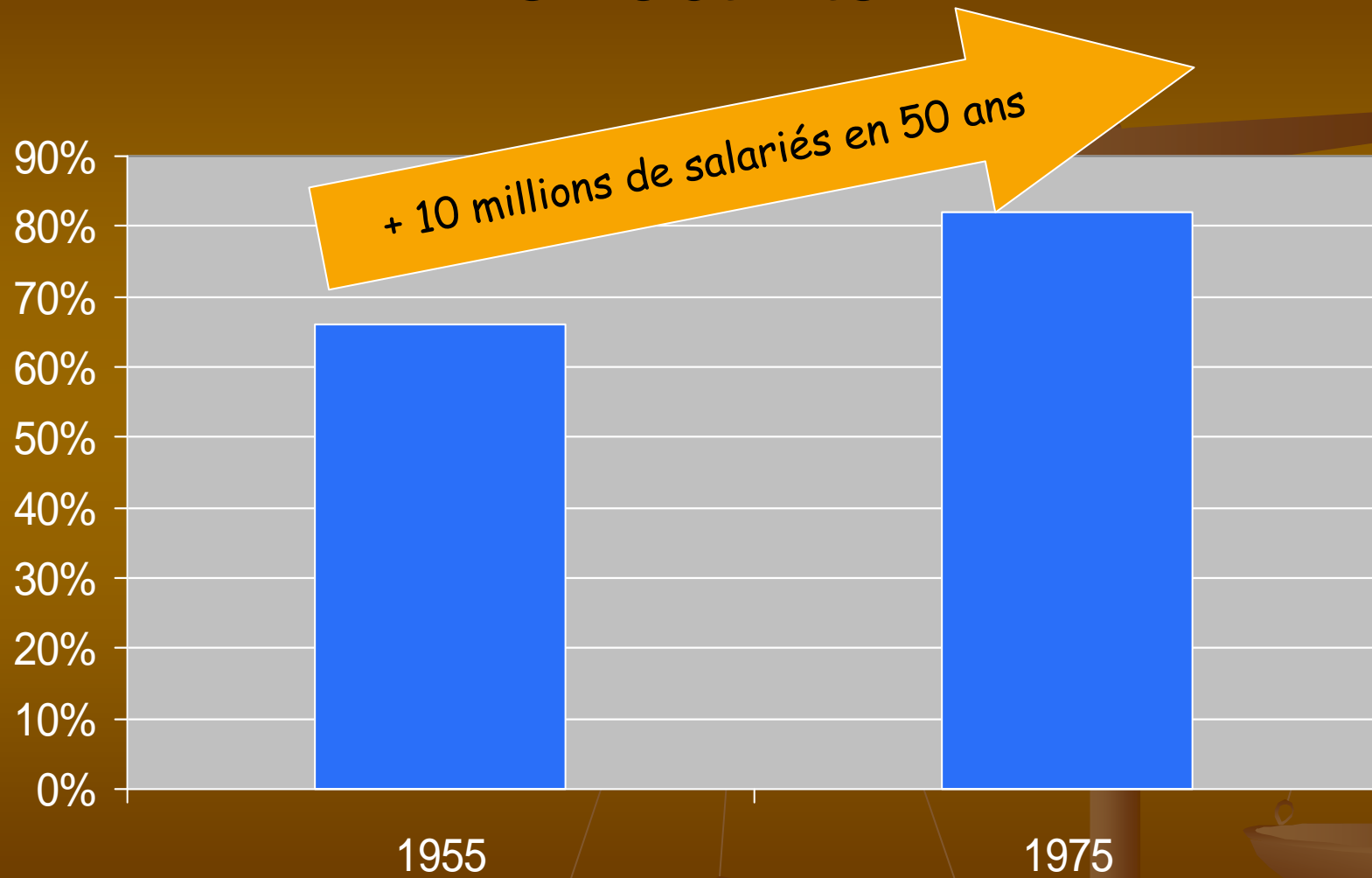
Population active et emplois (en million d'unités)



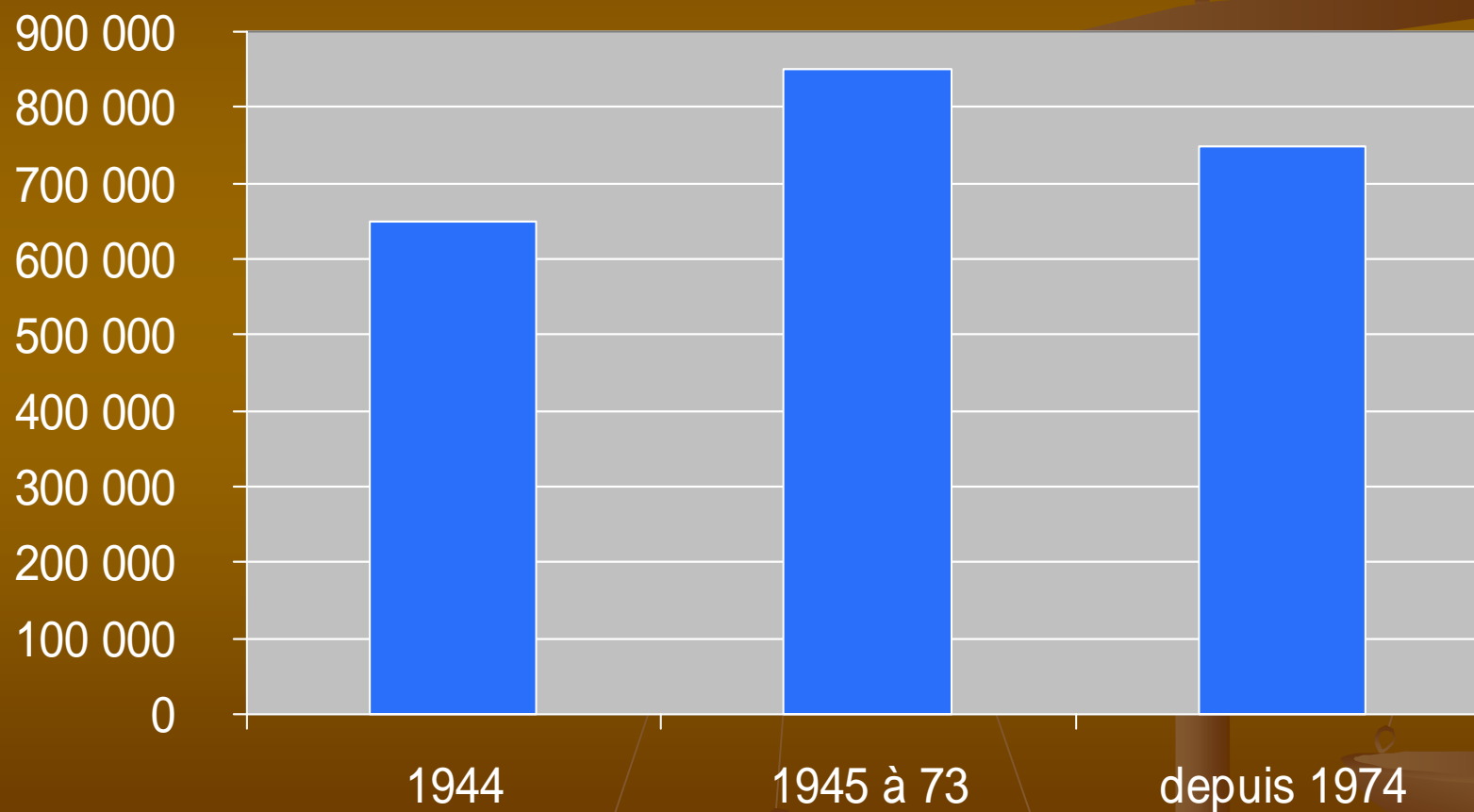
Population active (en million de personnes)



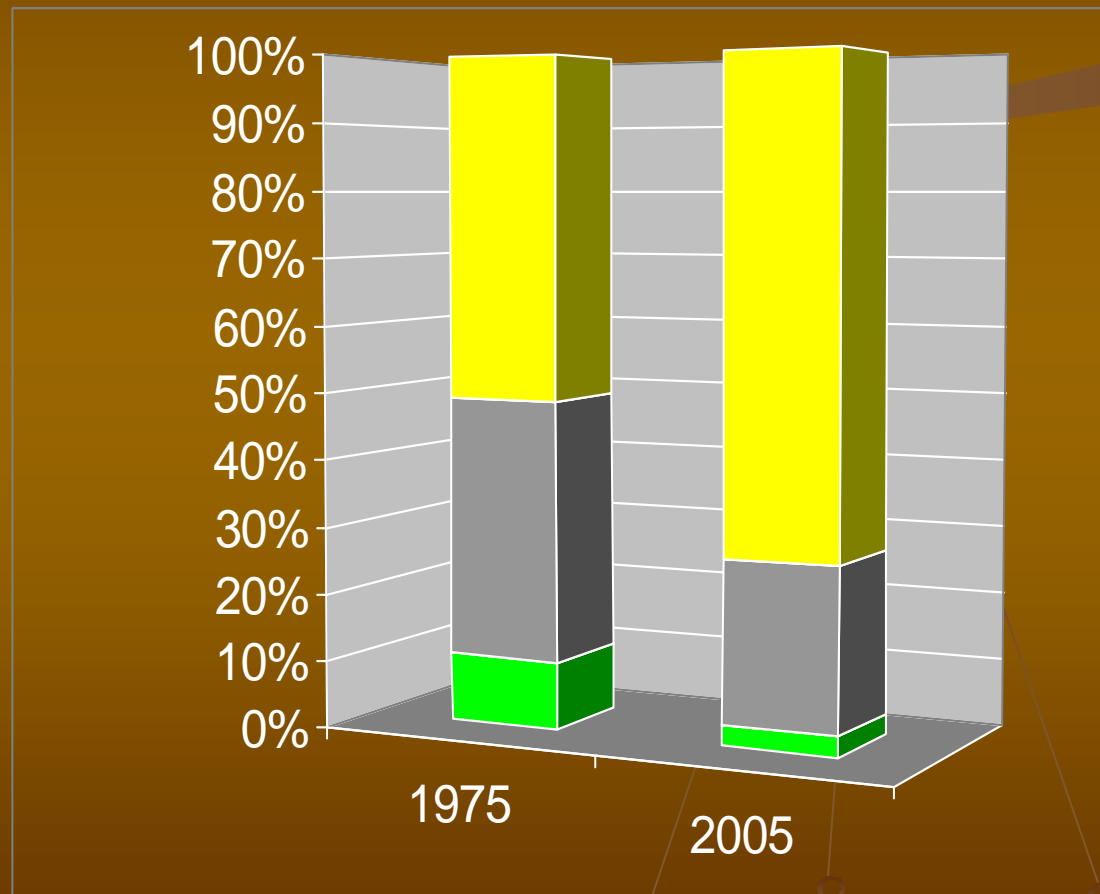
Taux de salariés dans la population en activité



Volume d'une génération (en nombre de personne)

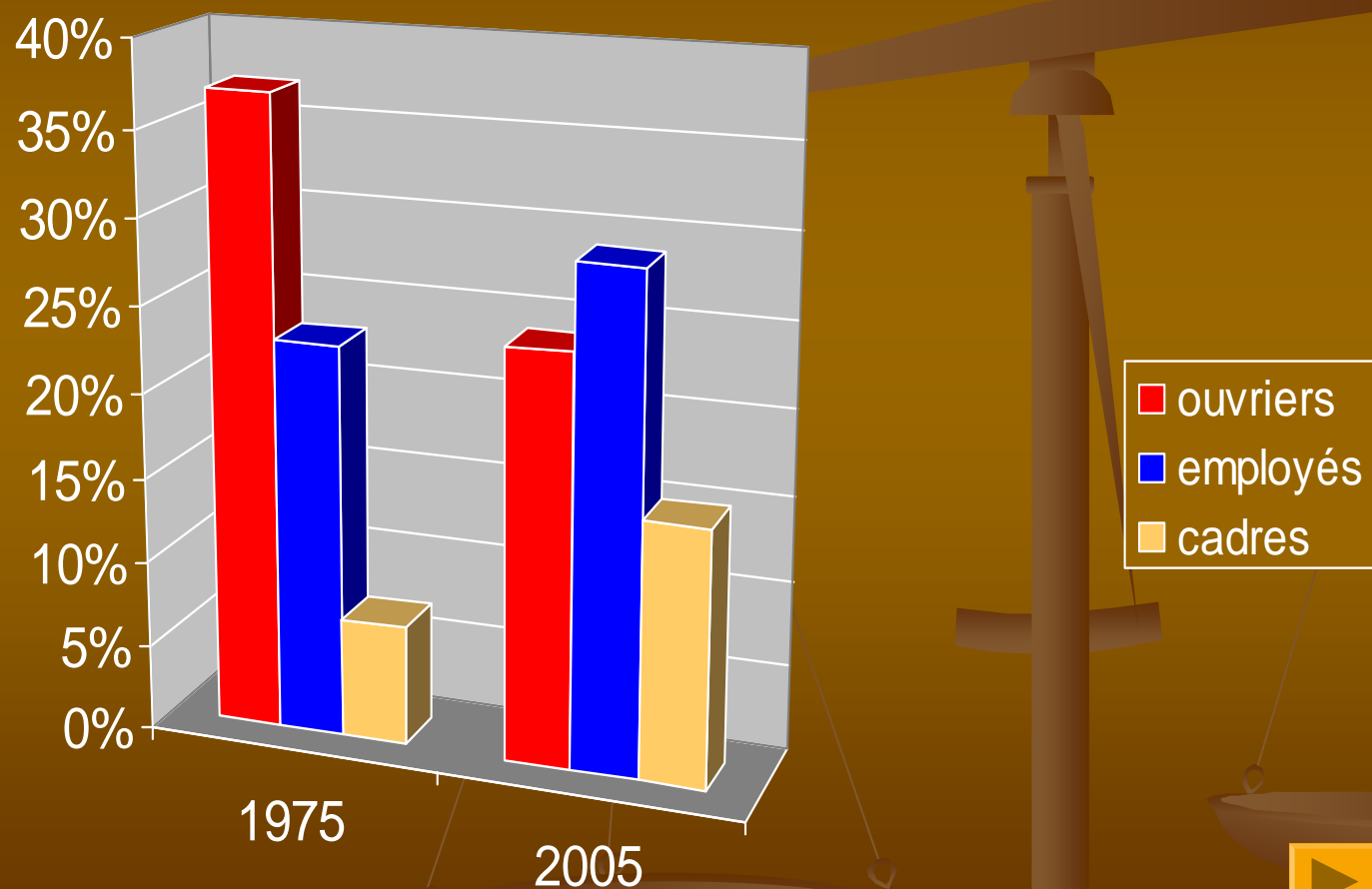


Evolution des secteurs d'activité



- tertiaire
- industrie et construction
- agriculture

Recomposition socioprofessionnelle (en % de la population active)



Entreprises et groupes

